

M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires Étrangères et Européennes
Ministère des Affaires Étrangères et Européennes
37, Quai d'Orsay
75351 Paris

Paris, le 16 janvier 2012

Objet : Élections au Comité des Nations unies pour les Droits Économiques, Sociaux et Culturels

Monsieur le Ministre,

Créé en 1985, le Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels (DESC) est l'organe des Nations unies chargé de veiller à la bonne application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Composé de 18 experts indépendants, ce comité examine les rapports présentés par les États-parties au Pacte et émet des recommandations, dont la portée est déterminante pour assurer un plus grand respect de ces droits dans le monde. Le mandat de la moitié des experts du Comité arrive à expiration à la fin de l'année 2012 et c'est aux membres du Conseil Économique et Social des Nations unies (ECOSOC) qu'il reviendra, dans le courant de l'année, d'élire les nouveaux experts. En tant que membre de l'ECOSOC, la France sera amenée à participer à ces élections.

Les membres élus ont un impact décisif sur la qualité et l'efficacité générale des travaux du Comité DESC, *a fortiori* une fois que le protocole facultatif au PIDESC mettant en place une procédure de plainte individuelle entrera en vigueur.

Dans ce contexte, nous engageons vivement la France à n'apporter son vote qu'à des candidats remplissant strictement les critères d'indépendance et d'impartialité ainsi que d'expertise solide dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels. Certains membres actuels exerçant des fonctions incompatibles, nuisent au bon fonctionnement du Comité DESC et à sa crédibilité. Par ailleurs, nous vous encourageons à favoriser la parité au sein de cette instance qui ne compte actuellement que trois femmes.

Nous vous invitons enfin à mettre en place au niveau national, un processus de sélection des candidats transparent en consultation avec la société civile et à nommer un candidat ou une candidate hautement qualifié(e).

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de notre très haute considération.

Au nom de la plateforme française pour les droits économiques, sociaux et culturels (1), les deux organisations chefs de file :

La Ligue des Droits de l'Homme

et

Terre des Hommes France

(1) **La plateforme pour les Droits Économiques, Sociaux et Culturels** est constituée de plus de cinquante organisations de solidarité internationale, associations de défense des droits de l'Homme, ONG, réseaux et syndicats œuvrant dans le domaine de ces droits.

Contact :

Cécile Leuba, Chargée de plaidoyer / Coordinatrice de la plateforme DESC
Terre des Hommes France 10 bis rue Suger 93200 St Denis
01.48.09.09.47 /cecile.leuba@terredeshommes.fr